

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°983 du 24 janvier 2009

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

DONNANT DONNANT

Conjoncture

QUI FIXE LES TAUX D'INTÉRÊT ?

Les taux d'intérêt font la une de l'actualité. D'une part le taux du livret A en France a été ramené de 4 à 2,5%, d'autre part, et les principaux taux des banques centrales, aux Etats-Unis, en Angleterre et encore le 15 janvier en Europe avec la BCE ont été également révisés à la baisse. Dans le premier cas, il s'agit d'un taux d'intérêt créditeur, pour les épargnants, dans l'autre d'un taux débiteur, appliqué aux banques « de second rang » qui veulent emprunter des liquidités aux banques centrales. Mais les deux ne sont pas sans lien : dans les deux cas, le taux est « fixé ». Mais qui fixe le taux, comment et pourquoi ?

Apprenez à calculer le taux du livret A

Ceux qui pensent que c'est le gouvernement qui fixe le taux du livret A se trompent. Il est vrai que jusqu'en 2008 il en était ainsi, et pour cause : le livret était géré par des institutions publiques et alimentait avant tout le financement public. Nous étions dans un contexte d'épargne « administrée ». Elle avait lieu à travers des circuits étatiques ou paraétatiques, des banques publiques (qui n'ont été peu à peu privatisées qu'il y a vingt ans) ou des organismes publics comme La Poste, les Caisses d'Epargne, etc. Cet argent n'allait d'ailleurs pas ensuite sur les marchés pour financer l'économie, mais dans des réseaux privilégiés comme la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer le logement social ou les prêts aux collectivités locales. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le taux soit maintenu à un niveau artificiellement bas, pour permettre un financement à bas prix du logement social, des infrastructures et des équipements des collectivités locales. La faiblesse du taux était compensée par la déductibilité fiscale des intérêts perçus par l'épargnant.

Ces « privilèges » n'avaient pas trouvé grâce aux yeux des autorités de Bruxelles, hostiles à une épargne « administrée », faussant la concurrence avec les circuits financiers privés.

Aussi, l'arrêté du 29 janvier 2008 a-t-il rompu avec cette tradition : désormais, l'Etat ne peut plus fixer à sa guise le taux du livret A. Ce taux est calculé suivant une formule simple, bien adaptée à une épargne qui se veut « populaire » : « les taux du livret A et du LDD sont égaux, après arrondi

au quart de point le plus proche, au chiffre le plus élevé entre a) La moyenne arithmétique entre d'une part, la moitié de la somme de la moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois et de la moyenne mensuelle de l'Eonia, et, d'autre part, l'inflation en France mesurée par la variation sur les 12 derniers mois connus de l'indice INSEE des prix à la consommation ; b) L'inflation majorée d'un quart de point ». Simplicité de cette formule abracadabrantesque !

Ce taux n'est pas un prix

Ce taux « mathématique » n'est pas le résultat de la confrontation d'une offre et d'une demande : c'est un « faux prix », comme disait Jacques Rueff. La logique aurait pourtant voulu qu'on se réfère plus simplement au marché, du moment où la concurrence était introduite par l'extension des privilèges fiscaux du livret A à toutes les banques.

Mais l'arrêté de 2008 n'est pas un retour au marché, bien qu'il veuille passer pour un retour à la concurrence. Les taux sont toujours fixes, et leur révision a lieu deux fois par an. L'an dernier, comme l'inflation était forte, le taux aurait dû monter plus, mais le gouvernement a arbitrairement limité la hausse à 4%. Cette année, l'inflation n'est plus que de 1%. Le calcul du taux donne donc, avec la formule, 2%. Cette fois, c'est trop peu selon la Banque de France, qui a recommandé au gouvernement de déroger à la formule pour appliquer 2,5%. Le gouvernement, après cafouillage, a accepté ce coup de pouce. Voilà donc une formule arbitraire, que l'on n'applique même pas, chaque fois que ses résultats ne plaisent pas. De plus, F. Fillon vient de déclarer qu'à l'avenir le taux sera réexaminé en fonction de l'inflation « chaque fois que ce sera nécessaire », formule encore plus arbitraire.

La gestion des banques centrales : contrôler les quantités ou les prix des liquidités ?

Quant aux taux débiteurs fixés par les banques centrales, ils sont aussi les « faux prix » imposés aux banques « de second rang » qui ont besoin de liquidités (un besoin pressant par les temps qui courent). Les banques centrales, ayant le monopole de l'émission de la « monnaie de base » (en clair les billets), peuvent en proposer la quantité qu'elles veulent. Milton Friedman, père du monétarisme, incitait les banques centrales à respecter une règle d'émission stricte, tenant compte du besoin « normal » de liquidités dans une économie. D'après la théorie monétariste, la demande de liquidités étant dans une proportion à peu près constante du taux de croissance de l'économie, le taux d'intérêt, ne devrait pas connaître de grandes fluctuations si l'offre de liquidités était elle-même stable.

Depuis des années, les banques centrales font l'inverse et fixent arbitrairement les taux, la quantité s'adaptant à ceux-ci. Parfois, elles pratiquent des politiques restrictives (taux élevés), d'où une réduction arbitraire de la quantité de monnaie. Plus souvent, comme depuis des années avec la Fed, elles baissent le taux d'intérêt, dans la logique d'une relance keynésienne : on espère que les entreprises emprunteront et investiront plus. Cela ne marche pas, car les entreprises ont d'autres critères d'investissement que le seul taux, mais cela se traduit par une inondation monétaire, qui est à long terme inflationniste.

Cette politique de faux taux d'intérêt artificiellement bas a causé la crise des subprimes, et répondre à ce laxisme monétaire par un laxisme encore plus grand est stupéfiant : la Fed en deux ans a baissé ses taux de plus de 5% à 0 ou 0,25% et la BCE vient de suivre depuis peu, passant de 4,25% en octobre à 2% au 15 janvier. Un jour ou l'autre on paiera la facture de cette manipulation des taux, qui risque de conduire à des « plans d'irrigation pendant le déluge » (Rueff), ce qui se manifestera lorsque la défiance aura disparu et que le crédit reprendra. C'est de l'inflation garantie pour après-demain. La seule solution est de laisser le marché monétaire fixer les taux à court terme et de centrer la politique de la banque centrale sur la quantité de monnaie. A vrai dire, une véritable concurrence monétaire, comme la préconisait Hayek, serait préférable, mais comme les hommes politiques ne comprennent même pas l'avantage de taux libres, ils peuvent encore moins souhaiter des monnaies libres. Ils préfèrent jouer à manipuler les taux. On en mesure le succès !

Jean-Yves Naudet

ENFIN, UNE VRAIE REFORME DU CAPITALISME POUR LE G20

La semaine dernière, nous avons ironisé sur la tenue à Paris, à l'initiative de la France, d'un colloque préparatoire au sommet du G20 à Londres sur la réforme du capitalisme. Nous avons tort : de formidables propositions sont issues de cette rencontre et, sans nul doute, elles vont sûrement convaincre les membres du G 20 quand ils se retrouveront à Londres le 2 avril.

C'en est au point qu'on peut se demander s'il est nécessaire de maintenir ce sommet du 2 avril, puisque la messe a été dite à Paris. En voici les grandes oraisons.

Nicolas Sarkozy a d'abord proclamé « le retour de l'Etat » (On ne savait pas qu'il était parti, cela ne nous avait pas paru évident avec 50% de prélèvements obligatoires). « Le fait majeur de cette crise, c'est le retour de l'Etat ». Mieux encore, le Président français a défendu « l'Etat entrepreneur », en particulier grâce aux fonds souverains. Certes, il faut retrouver un « capitalisme d'entrepreneurs », mais c'est pour ajouter que ce capitalisme d'entrepreneur, l'Etat doit « l'animer », « l'entraîner ». De toute façon, demain l'intervention publique apparaîtra « plus légitime ».

Voilà qui est évident : jamais un entrepreneur privé n'a rien créé. Toutes les innovations sont venues de l'Etat, qui a emporté les marchés les plus porteurs : Concorde, le France, la banque avec Le Crédit Lyonnais, modèle de gestion entrepreneuriale publique, la TVA, modèle de créativité fiscale, l'autorisation administrative de licenciements, modèle de créativité administrative, sans compter nos universités publiques qui ont innové en formant les élites du tiers-monde au marxisme-léninisme. Nos hauts fonctionnaires innovent tous les jours, entreprennent, prennent des risques calculés et ne sont pas comme nos chefs d'entreprises qui n'ont jamais rien fait. Grâce à l'Etat, nous allons nous hisser à la première place mondiale du dynamisme innovateur. Voilà la réforme du capitalisme que nous devons vendre au G20.

Mais notre imaginaire président a encore d'autres idées. Car « le rêve de la mondialisation heureuse a fini avec le 11 septembre 2001 » : ce sont sûrement en effet des avions financés par le capitalisme avide de profit qui se sont écrasés à New-York et ailleurs ! « On attendait la concurrence et l'abondance. On a eu la rareté, le triomphe de l'économie de rente, de la spéculation et des dumpings ». Il a raison : seul l'Etat crée l'abondance, d'ailleurs Marx l'avait déjà dit : la phase ultime du communisme, c'est l'abondance (« A chacun selon ses besoins »). Alors que le capitalisme, c'est la pénurie.

Finie la mondialisation où chacun serait gagnant : « Ce fut un jeu où chacun s'efforça de croître au détriment des autres » (Là, un conseiller de Sarkozy a dû se mélanger dans ses fiches, il a appliqué à la mondialisation la maxime que Bastiat avait utilisée pour l'Etat). Mais qu'on se rassure : « Il ne s'agit pas de nationaliser toute l'économie mondialisée ». Non, juste de « rééquilibrer les rôles respectifs de l'Etat et du marché ». La preuve ? Il a réussi à persuader Angela Merkel de « créer au sein de l'ONU un Conseil économique aux cotés du Conseil de sécurité ». Ce serait en effet formidable : il y aurait sans doute des droits de veto des Etats, lorsqu'une entreprise ne plaît pas aux puissants de ce monde, ou si elle fabrique des biens ou produits des services qui ne sont pas politiquement corrects, voire si elle prend des décisions « anti-citoyennes » ou encore « anti-développement durable ».

La preuve qu'on ne va pas tout nationaliser : l'organisateur du colloque, depuis monté en grade, Eric Besson, affirme : « Avec Nicolas Sarkozy, je peux organiser un colloque d'inspiration sociale-démocrate et issue de l'école régulationniste et je le fais pour un gouvernement de droite ! ». Nous voilà rassurés : ce n'est que du socialisme et de la régulation. Si c'est cela la refondation du capitalisme « pour la droite », on frémit à l'idée de ce que cela doit être « pour la gauche ». A moins qu'elle ne devienne libérale : manifestement cet espace politique là est vide et à prendre. Les socialistes devraient y réfléchir : si le Président a déjà pris leur place à la tête du socialisme, qu'ils viennent prendre la tête du libéralisme !

LA GRÈVE DE 59 MINUTES : UN GRAND PROGRÈS SOCIAL

Les syndicalistes sont gens formidables et extrêmement novateurs. Chacun a pu en effet observer et souvent subir ces grèves à répétition qui perturbent la SNCF, en particulier à Paris Saint-Lazare, mais aussi ailleurs, comme dans le Sud-est, notamment à Nice. Le motif de la grève est également répétitif : il s'agit des aménagements horaires rendus nécessaires, environ deux fois par an, pour tenir compte de l'évolution des rythmes du trafic. Bien entendu, c'est le mouvement syndical le plus extrême, en l'occurrence Sud-rail, qui mène la danse.

Mais comment les cheminots peuvent-ils se permettre de faire grève pendant des semaines et maintenant des mois sans que leur situation ne devienne financièrement insupportable ? C'est qu'ils ont inventé la grève tournante sans fin.

Le tour de magie est le suivant : ils font grève pendant 59 minutes seulement, lors de leur prise de service. Cela suffit à annuler leur train, donc les correspondances ne sont pas assurées, et tous les plans de transports sont ainsi désorganisés. Mais pourquoi 59 minutes ? Parce qu'un cheminot qui fait grève pendant cette durée de temps ne perd par jour que dix euros, alors que s'il faisait grève toute une journée, il perdrait 170 euros. Mais, selon la SNCF, et l'information a été rendue publique par Le Figaro, celui qui ne fait grève que 59 minutes et qui perd dix euros est en général ensuite rappelé en renfort lors des heures de pointe, pour résorber le trafic qui n'a pas eu lieu, ce qui lui permet d'être payé en heures supplémentaires : résultat, il gagne plus en faisant grève 59 minutes

LA FRANCE CHAMPIONNE DU MONDE... DES DEPENSES PUBLIQUES

On a les médailles que l'on mérite. Une étude de la société d'avocats Ernst & Young, publiée par Le Figaro Economie, confirme ce dont tout le monde se doutait : la France est championne du monde de la dépense publique, du moins pour les pays de l'OCDE (hors OCDE nous devons sans doute être dépassés par la Corée du Nord...). Elles représentent désormais chez nous 52% du PIB. Voilà la part de l'Etat dans l'économie (et encore, car ce chiffre ne tient pas compte des entreprises publiques, par exemple), ce qui fait dire à Contribuables associés que nous travaillons en gros jusqu'à la mi-juillet pour l'Etat.

La Suède, qui était devant nous il y a peu, a réduit ses dépenses de 5 points de PIB depuis 2002, ce qui nous permet de la dépasser. Un vrai succès. La moyenne de l'OCDE se rapproche des 41%, ce qui nous donne plus de 11% de PIB d'avance. La zone euro est dans le peloton de tête avec 46% en moyenne. Et l'étude fait remarquer que les relances 2008/2009 vont encore augmenter le poids des dépenses publiques dans l'économie, puisqu'elles passent d'abord par leur hausse.

Cela signifie-t-il que les prélèvements obligatoires soient au même niveau ? Pas tout à fait, puisqu'en France ils représentent « seulement » 43% du PIB. Comment expliquer la différence ? Il y a d'une part des déficits publics (c'est-à-dire les dépenses financées par emprunt, dont le financement fiscal est renvoyé à demain) et les recettes propres de l'Etat (dividendes, charges payées par les ménages comme la cantine, etc.). Le Figaro en conclut que si nous sommes biens champions du monde des dépenses, ce n'est plus vrai pour les impôts. Il est vrai que nous ne sommes « que » quatrième, étant dépassés sur ce point par le Danemark, la Suède et la Belgique, mais compte tenu de la dynamique des dépenses et du poids de la dette, nous serons sûrement bientôt ici aussi en tête. Au demeurant les pays en question ont fiscalisé une grande partie de leur protection sociale : les impôts remplacent les cotisations.

Nous ne sommes pas d'accord avec l'analyse de Ernst & Young sur un point, lorsqu'ils affirment qu'en « termes d'impôt sur le revenu, la France n'est pas mal placée ». Il est vrai que nous donnons la priorité aux impôts indirects et surtout aux cotisations sociales, d'où un impôt sur le revenu parfois plus faible qu'ailleurs. Mais l'étude insiste sur les taux marginaux : nous sommes à 40%, ce qui fait que plusieurs pays sont devant nous, le Danemark (59%), la Suède (57%), la Belgique (55%), l'Allemagne (50,5%), le Japon (50%), le Canada (46,4%), l'Italie (43%), l'Espagne (43%), l'Irlande (42%). Nous sommes à égalité avec l'Angleterre et on trouve aussi plus loin les USA (35%) ou la République tchèque (15%). Mais c'est oublier plusieurs choses ; la première, c'est que de nombreux pays, surtout à l'Est, ont totalement abandonné la progressivité, au profit de la flat tax ; le second, que reconnaît Ernst & Young, c'est que nous devons ajouter la CSG, payée par tous, qui fait en réalité passer notre taux marginal à plus de 50%, nous plaçant ici aussi dans le peloton de tête.

Mais il ne faut pas regarder ce seul impôt. Un des avocats du cabinet précise pour Le Figaro : « Le point noir de la fiscalité aux particuliers en France, c'est l'ISF. Nous sommes les seuls avec la Norvège et la Suisse à avoir encore un tel impôt ». Et puis il y a aussi l'impôt sur les sociétés, le plus élevé d'Europe, et qui n'a pas bougé, alors qu'en moyenne il est passé de 29,5% à 25,5% dans l'OCDE, accentuant notre handicap. Et la taxe professionnelle en rajoute une couche pour pénaliser nos entreprises. Ce que le rapport reconnaît, c'est que partout où le taux a été sensiblement réduit, l'impôt rapporte plus en valeur absolue, car l'assiette s'est élargie : « Baisser le taux stimule l'activité économique », et l'impôt finit par rapporter plus, puisque la base imposable s'est élargie (effet Laffer). Nous en sommes chez nous encore à croire qu'il faut augmenter le taux de l'impôt pour qu'il rapporte plus...

VENEZUELA : LE SOCIALISME PRODUIT SES EFFETS HABITUELS

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de parler de la situation en Amérique latine, dont plusieurs pays sont désormais dirigés par l'extrême-gauche marxiste. Le Venezuela, après Cuba bien sûr, a en quelque sorte été le modèle de ces pays choisissant le socialisme, alors que l'Europe de l'Est s'en est libéré. Mais comme le pays bénéficie d'une rente pétrolière, les effets habituels du socialisme ont mis du temps à se produire et surtout à devenir visibles. C'est désormais chose faite, grâce aux nationalisations, au contrôle des prix et à un certain nombre d'autres mesures rappelant les temps glorieux du système soviétique.

C'est d'abord le grand retour de l'inflation, qui avait quasiment disparu d'Amérique latine comme des autres pays. En 2008, la hausse des prix au Venezuela a été de 30,9%, mettant ce pays en tête de tous les pays latino-américains (Argentine exceptée) et ce pour la troisième année consécutive. C'est la nourriture qui a augmenté le plus, avec 35,7%, de sorte que l'inflation est surtout ressentie par les gens les plus pauvres (dont le budget alimentaire est le plus clair de leurs dépenses). A titre de comparaison, le Brésil n'en est qu'à 5,9%. Or le pays avait fait de la lutte contre l'inflation un de ses objectifs, en passant au « bolivar fort », le 1^{er} janvier 2008, en enlevant trois zéros à une monnaie qui avait perdu beaucoup de sa valeur (un peu comme notre franc lourd). Le slogan était « Un bolivar fort, une économie forte, un pays fort ». Un an après, on voit le résultat : le bolivar fort est déjà devenu faible.

Le pays avait aussi en 2003 établi un contrôle des changes pour éviter la fuite de devises. Les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets, il s'en est suivi un marché noir des devises, qui se porte fort bien. Résultat, le dollar, qui vaut officiellement 2,15 bolivars, s'y échange à plus de 6 : chassez la réalité par la porte, elle revient par la fenêtre.

Le gouvernement se défend en expliquant que l'inflation est le signe « du dynamisme de l'économie et de la consommation ». La croissance aurait été de 4,6%. Notons que c'est moins que les pays émergents, en dépit de la manne pétrolière et surtout que pour 2009, la Commission économique pour l'Amérique latine prévoit 3% seulement au Venezuela, alors que les économistes pensent qu'elle ne dépassera pas 1%. On est loin des 8 ou 10% de l'Inde ou de la Chine.

Tout cela se produit en dépit du fait que les recettes pétrolières représentent la moitié du budget de l'Etat et 94% des exportations du pays. Autrement dit, enlevez le pétrole, il ne reste plus rien. Les programmes sociaux ont explosé, grâce à ces ressources pétrolières, mais, ce qui ne surprend que les socialistes et les keynésiens, l'offre n'a évidemment pas suivi la hausse de la demande et des revenus sociaux. Le Monde, pourtant très favorable à toutes les expériences socialistes, reconnaît que « l'insécurité juridique et les menaces d'expropriations ont rendu frileux les investisseurs privés ». On le serait à moins, effectivement. Qui va investir lorsque l'état de droit n'existe plus ?

Mieux encore : pour lutter contre l'inflation, le gouvernement a pris une mesure radicale, dont l'efficacité est légendaire : le contrôle des prix. Il a été instauré sur les produits de première nécessité ; le résultat a été immédiat : pénuries de viande, de lait et de sucre. Suivant la procédure qui n'a jamais connu d'exceptions : ce n'est pas cher, mais à ce prix là il n'y en a pas. Il a fallu pour combler ces pénuries importer massivement des produits alimentaires, payés bien sûr un prix fort. Mais la baisse récente du prix du pétrole a obligé le gouvernement à réduire récemment ces importations, ce qui va provoquer de nouvelles pénuries.

Pour les pays d'Amérique latine tentés de suivre la voie du socialisme de Chavez, tous ces événements viennent rappeler le caractère inéluctable des lois économiques : le socialisme est le plus court chemin vers la pauvreté.

CESSEZ LE FEU OU PAIX DANS LA BANDE DE GAZA ?

Peut-être fallait-il la guerre pour avoir la paix. C'est du moins l'opinion de Marek HALTER, qui passe pour expert dans les affaires du Moyen Orient. Il veut entendre par là qu'il faut un changement radical de la donne pour amener les Palestiniens à accepter les trois conditions fondamentales et vitales pour les Israéliens : la reconnaissance de leur Etat et de leur territoire, le statut de Jérusalem, et le « retour » des Palestiniens aujourd'hui dans les camps hors de Palestine. Or, pour changer la donne, la diplomatie s'est révélée à ce jour inopérante, puisque le Hamas n'a jamais accepté aucune des trois conditions. Le Hamas aurait-il changé de position après l'intervention de l'armée israélienne ?

En apparence, il ne semble pas. Les tunnels sont rouverts, les combattants peuvent se réarmer. Les pertes sont surtout lourdes pour la population civile. Les chefs du Hamas se refusent toujours à reconnaître l'Etat d'Israël, et ils crient victoire.

Pourtant, les tirs de rockets (en cette fin de semaine) n'ont pas repris, et il est question d'une refonte des relations entre le Fatah (et le gouvernement palestinien officiel) et les guérilleros du Hamas. On rêve même d'un calendrier électoral...

L'issue est donc très incertaine. Plusieurs éléments entrent en ligne de compte. Le premier est le résultat des élections générales en Israël : victoire des faucons ou des colombes ? Le deuxième est le sentiment de la population de Gaza : le Hamas a été discrédité car les habitants lui ont reproché pour les uns de n'avoir pas été assez efficaces contre Israël, pour les autres d'avoir sacrifié la population civile en provoquant l'intervention des blindés israéliens. Le troisième est le grand jeu diplomatique qui recommence avec Barack OBAMA. La nomination de George MITCHELL, ancien émissaire de CLINTON en Irlande (où il a contribué à la solution pacifique) est une indication : la « nouvelle » diplomatie ne sera pas révolutionnaire. Le quatrième sera précisément la position de Washington à l'égard de l'Iran, puisque Hezbollah et Hamas sont aux ordres de Téhéran.

Pour l'instant la bande de Gaza ne bénéficie que d'une accalmie, d'un cessez-le-feu précaire. C'est évidemment mieux que rien : la terreur s'en va, et avec l'énergie et la créativité des habitants, la vie reprend. On soigne les plaies, on déblaie les décombres, les commerces sont approvisionnés, il y a de l'électricité et du carburant. Mais la solution politique tardera à venir. « Les Israéliens n'obtiendront pas la sécurité si les Palestiniens n'ont pas d'Etat, et les Palestiniens n'auront pas leur Etat tant qu'Israël ne vivra pas en sécurité », a déclaré naguère George MITCHELL. Si l'intervention de l'armée israélienne avait réellement pour résultat de mettre enfin les habitants du Sud d'Israël en sécurité, elle aurait contribué à une solution pacifique.

AU SOMMAIRE DU N°983 :

EDITORIAL : Donnant donnant pp. 1-2

CONJONCTURE : Qui fixe les taux d'intérêt pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Enfin, une vraie réforme du capitalisme pour le G20 p. 4 - La grève de 59 minutes : un grand progrès social p. 5 – La France championne du monde ... des dépenses publiques p. 6 – Venezuela : le socialisme produit ses effets habituels p. 7 – Cessez le feu ou paix dans la bande de Gaza ?

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille